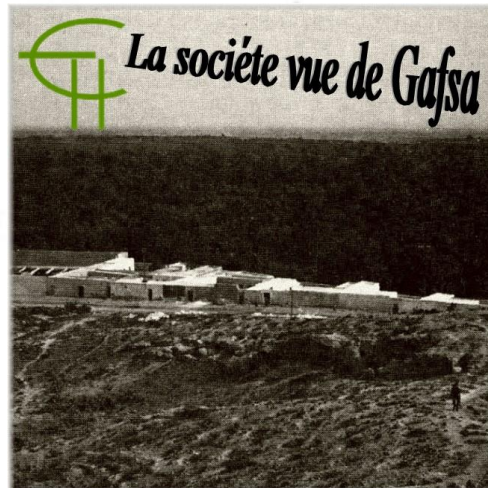


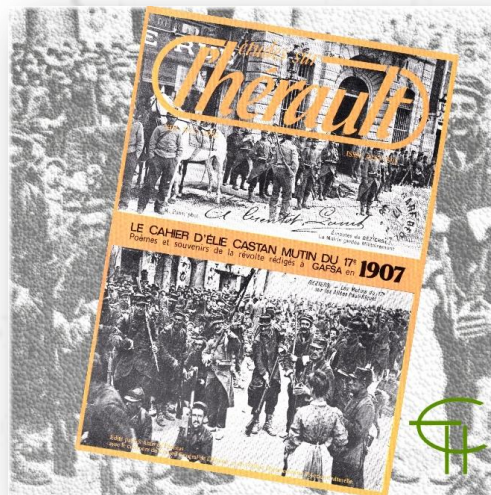
Article : La société vue de Gafsa



Auteur (s) : Catherine VIGNEAU-ROUAYRENC

Nombre de pages : 3

Année de parution : 1982



LA SOCIÉTÉ VUE DE GAFSA

par Catherine Vigneau-Rouayrenc

La détention à Gafsa a-t-elle été l'occasion d'une prise de conscience politique ?

Elle ne pouvait certainement pas être subie dans l'indifférence, mais les réactions qu'elle ne manquait pas de susciter ne sauraient être de même nature chez un soldat du 17^{ème} et chez un détenu ordinaire. Les soldats du 17^{ème} à en juger par LE 17^{ème} A GAFSA et LETTRE DE BIRIBI se sont d'abord sentis «*victimes du ministère*», qui ayant le pouvoir a pu décider de leur sort de manière irrévocable. Dans les deux textes apparaissent des expressions voisines : «*Le ministère a prononcé la sentence*» (LE 17^{ème} A GAFSA): «*Le ministre a répondu. Non.*» (LETTRE A BIRIBI). Aussi se dressent-ils contre le gouvernement et ses soutiens : les députés qui se sont joué d'eux («*ces ultimes farceurs*»). Mais il faut dire que ceux-ci en soutenant le ministère Clémenceau ont contribué à la répression de la révolte. Dans LE 17^{ème} A GAFSA l'opposition entre députés et soldats déportés est fortement marquée par «*tandis que*». Mais les députés sont simplement définis comme ayant tout ce dont les soldats sont privés à Gafsa. A la vie de plaisir des uns où la nourriture a une part essentielle («*festins*», «*ripailles*», «*repus*») et d'où la chaleur est absente («*verdure*») s'oppose la vie dure des autres symbolisée par la «*botte de paille*» et rendue encore plus dure par la chaleur («*nous mettent sous l'équateur*»). L'analyse est légère !

Cette hostilité aux députés prend une autre portée plus générale dans UN DINER CHEZ UN RÉPUBLICAIN. Dès le début du texte le domicile même du député, rue Blanche, à Pigalle, rue de maisons closes, suffit à faire naître le doute sur le républicain convaincu. Mais ce n'est que dans le deuxième couplet que se traduit toute la désillusion du simple citoyen plein d'une haute idée du républicain, qu'il imaginait continuateur des révolutionnaires, préoccupé de l'intégrité du territoire national. Ce rapprochement entre idéologie révolutionnaire et idéologie nationaliste, théoriquement sans relation, témoigne du poids de l'école grâce à laquelle la troisième République a pu répandre à travers toute la France des idées revanchardes. Le cadre de vie où tout rappelle la royauté («*le royal ambre*», «*les étoffes pompadour*») suffit à discréditer le républicain et au delà la république («*Pas un brin de République*»).

La lutte dont prennent conscience les disciplinaires est de manière immédiate celle qui les oppose aux officiers, sous-officiers, aux chaouchs. Ces mainteneurs de l'ordre sont présentés comme des «*bourreaux*» (LA MORT D'UN CAMISARD), de véritables vampires «*altérés de sang*» (AUX CHAOUCHS), «*buveurs de sang*» (ADIEU PEUPLE BICOT), appartenant à des «*compagnies sanglantes*» (J'EN AI MAR). Aussi peut-on leur dire : «*Vous qui vivez du peuple dont vous tuez les enfants*». Face à eux le disciplinaire est victime, ce que traduit le grand nombre de vocables indiquant l'humiliation sous toutes ses formes, les vocables qui évoquent une attitude physique traduisant l'humiliation morale : «*Je me suis trop courbé*», «*je dois m'incliner*». Il doit tout réprimer en lui, «*imposant silence*» à ce qui l'agite, «*étouffant sa colère*» (J'EN AI MAR). Il arrive que le locuteur se sente victime non plus de

ses supérieurs immédiats, mais d'un «vous» dont le référent n'est jamais précisément défini : «*Pendant que pour vous pour ma patrie/Je bravais la pluie et le cagnard/Vous m'avez pris ce qui faisait ma vie*» (TROP TARD). Dans J'EN AI MAR c'est la patrie elle-même qui est mise en cause : «*pauvres victimes d'une loque aux trois couleurs*».

Deux textes, LA MISERE DU PEUPLE et CA C'EST POUR EUX, constituent une prise de conscience plus sérieuse de l'exploitation dont est victime le peuple. Bien que n'apparaisse pas dans LA MISERE DU PEUPLE le concept de classe sociale, la notion de «peuple» est précisée par deux vocables : «*les travailleurs et les braves ouvriers*». Est nettement dénoncée l'exploitation des travailleurs sur laquelle est fondé le capitalisme. Ceux qui ont l'argent : «*richards*», «*gros bonnet*», «*gros financiers*» sont des «*accapareurs*». Ils tirent donc indûment profit du travail des autres, vivant aux dépens des travailleurs dont ils font le malheur, devenant des bourreaux. Victimes de cette exploitation, les ouvriers n'en apparaissent que plus «*braves*», adjectif qui semble d'emploi quasi systématique : «*braves ouvriers*», «*braves travailleurs*». La distinction faite entre deux catégories d'individus est marquée nettement par «*pendant que*» de valeur adversative et par la reprise de l'opposition : gros/petits : «*Pendant que les richards deviennent des bourreaux/Les petits commerçants sont mangés par les gros/Et les grosses maisons obligent les petites/A cesser le commerce ou bien faire faillite*». Là encore, signe de privilège, l'abondance de nourriture : «*bombance*» et «*bonne chère*», à quoi s'opposent misère et manque de pain dans le peuple. Cette vision misérabiliste de la situation du peuple paraît plus héritée du XIX^{ème} que conforme à la réalité. Beaucoup mieux observée est certainement la disparition du petit commerce très nette au début du siècle. Le texte ÇA C'EST POUR EUX dénonce la différence de condition entre patrons et travailleurs. Les patrons ont les rentes, «*les gros dividendes*» et «*les billets bleus*», dont ils portent la marque physique : «*la panse bien ronde*», selon l'imagerie traditionnelle. Mineurs et soldat breton, lui aussi «*brave*», représentent les exploités. Exploités, les mineurs le sont car ils sont victimes de leurs conditions de travail : «*éboulements*», «*atmosphère brûlante*», «*coups de grisou*». Quant au soldat breton, il doit se battre au nom de principes qui permettent de l'utiliser cyniquement : «*Ces choses là c'est notre affaire/Songe aux principes humanitaires/Car c'est pour eux que tu combas*». Il doit accepter une mort sans gloire, sans se poser de questions.

Bien sûr 6 % des mutins étaient mineurs (1), mais s'attendrait-on, en un moment de crise viticole, à voir un méridional dénoncer la condition faite aux travailleurs en n'évoquant que les mineurs et un soldat breton ? On peut en douter. Dans LETTRE DE BIRIBI, «*prolétaire*» pourrait laisser croire à une conscience politique affirmée. Mais il n'entre pas dans un contexte où soit marquée l'opposition des classes.

A quoi aboutit cette prise de conscience ?

Chez les soldats du 17^{ème} se manifeste une confiance dans le triomphe de la «*justice*» et du «*bon droit*» qui s'accompagne d'une certaine passivité : «*Il faudra bien, il faudra bien que ça finisse/ Comme le vin naturel/Le bon droit est immortel.*» (LE 17^{ème} A GAFSA). L'auteur de LETTRE DE BIRIBI, fort de son bon droit, fier de son dévouement, de son héroïsme : «*Car pour moi simple prolétaire/Oui je suis à Biribi/C'est pour la cause Humanitaire*» se targue d'une résignation stoïque : «*Or je reviendrai je l'espère*», «*Fais comme moi reste stoïque*».

Quand l'opresseur est directement présent, exerçant sa tyrannie, les sentiments se font jour ouvertement. La haine qui détruit tout, rejaillit sur tout, éclate avec une violence désespérée à travers tout le texte de AUX CHAOUCHS : «*Vous me demandez pourquoi je vous hais tous ainsi/Pourquoi je renie dieu insulte ma patrie/Et que l'esprit du mal guide seul mes actions*» et «*Si la haine dans mon coeur c'est fixée a jamais/Si pour vous voir mourir je donnerai ma vie*».

Dans LA MORT D'UN CAMISARD tout se résume en un cri : «*A bas l'armée*». Parfois la révolte va au delà. Le j'en ai mar lancinant qui revient de strophe en strophe se termine en demande de vengeance : «*Et toutes les victimes des compagnies sanglantes/Réclament enfin un châtiment suprême*» et en acte de vengeance : «*Pour tous les révoltés et pour tous ceux que j'aime/Je les venge en plongeant cette lame en ton sein.*»

ADIEU PEUPLE BICOT est assez surprenant car l'auteur, peut-être Castan, vante à ceux qu'il laisse à Gafsa les mérites d'une attitude prudente : «*Surtout ne faites pas trop de tornades/Faites plutôt les agneaux devant un tas de lâches*», tout en souhaitant qu'ils participent à sa révolte qui éclate dans le cri révolutionnaire de «*Vive le drapeau rouge. Vive la liberté.*» C'est un cri de même valeur que pousse le forçat dans le texte de même titre. Mais son cri de «*Vive la République*» ainsi que le vers : «*Je fus mis en prison fermé par l'empereur*» permet d'affirmer qu'il s'agit d'un texte qui date de Napoléon III, donc antérieur à 1870.

Dans LE QUART DE PAIN la révolte a une manifestation tout autre. Le texte est une incitation à la vengeance, à la prière, à la pitié, adressée aux «*Parisiens*», à ceux qui tiennent les «*rénes*» qui ne sauraient tolérer que «*les soutiens de la France*» soient traités comme ils le sont au «*Bataillon d'Afrique*». Ces textes, de manière diverse, montrent bien que les disciplinaires n'acceptaient pas de se laisser écraser par une institution qui se donnait pour mission de les châtier, les tenant «*dans un état permanent de punition*» (2). Ils permettent de comprendre comment la résistance passive se muait parfois en révolte comme ce fut le cas en 1904 (3).

De plus de portée encore apparaît la réaction que suscite la division de la société en nantis et opprimés comme permet d'en juger LA MISERE DU PEUPLE. C'est la lassitude qui est ferment de révolte : «*Cela ne peut durer*». Mais alors que face aux chaouchs ou aux supérieurs d'un bataillon disciplinaire, la rébellion pouvait être individuelle, acquérant parfois une signification plus vaste, face aux inégalités sociales, seule l'action collective, plus efficace, convient : «*il faut que l'on s'unisse/Et que par tous moyens nous puissions arriver...*» Les revendications, par leur précision, semblent pouvoir constituer un témoignage sur la situation des ouvriers. Le chômage constituant la principale menace, le travail est la première revendication : de lui dépend le pain quotidien. Mais s'il faut bien s'assurer la subsistance, ce ne saurait être à n'importe quel prix. Il est intéressant de voir critiqué le travail féminin, insuffisamment rémunéré, que condamnaient les syndicats : «*Et ne plus voir chez nous des femmes et des filles/Esclaves de l'usine ou bien de l'atelier/Sans y gagner de quoi se vêtir et manger*» et dénoncées, de manière plus générale, les mauvaises conditions sanitaires dont pâtissent les travailleurs.

Quand les revendications ne sont plus immédiates, le vocabulaire se fait plus imprécis, plus général : «*Et faisons nos efforts pour que tout travailleur/Puisse apporter chez lui l'aisance et le bonheur*». Mais la place essentielle est toujours donnée à la vie matérielle, moyen d'accession à tout ce qui pour le moment est du domaine du rêve et dont est chargé le mot de «*bonheur*».

Ces textes révèlent une idéologie qui non seulement n'est pas nettement formulée, mais encore n'est pas exempte de contradictions : soit préjugé, soit difficultés de cohabitation, l'indigène est traité avec mépris : «*Adieu peuple bicot encore à demi sauvage*». Cependant ils ont l'intérêt de montrer comment des hommes jeunes, qui ne sont passés pour la plupart que par l'école primaire, ont pu, à des degrés divers, prendre conscience des injustices sociales. Et c'est la spontanéité de cette réflexion qui lui donne toute sa valeur.

Catherine VIGNEAU-ROUAYRENC
Université de Toulouse-Le Mirail

NOTES

(1) Yvette et Jules MAURIN, *L'insurrection du Midi* (1907), *L'HISTOIRE*, N° 20, Février 1980.

(2) Claude LIAUZU, *Jalons pour une étude des Biribi*, *Les Cahiers de Tunisie*, XIX, N° 73-74, 1971 p.146.

(3) Claude LIAUZU, *op. cit.*.

Année de parution : 1982

AU SOMMAIRE DU VOLUME 1982 n° 2



Rémy PECH, Élie Castan et la révolte du 17^e ;

Rémy PECH, Le cahier de monologues fait à Gafsa ;

Claude ACHARD, Les poèmes, certitudes et incertitudes ;

Catherine VIGNEAU-ROUAYRENC, La poésie à Biribi ;

Catherine VIGNEAU-ROUAYRENC, La société vue de Gafsa.

<http://www.etudesheraultaises.fr/>

